

## HAÏTI

République d'Haïti

CAPITALE : Port-au-Prince

SUPERFICIE : 27 700 km<sup>2</sup>

POPULATION : 6 611 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : René Préal

CHEF DU GOUVERNEMENT : Jacques-Édouard Alexis

LANGUES OFFICIELLES : créole, français

PEINE DE MORT : abolie

## HAÏTI

Divers événements ont compromis le climat de respect des droits humains qui régnait depuis la fin du régime militaire *de facto*, en 1994. La Police nationale d'Haïti (PNH), créée il y a cinq ans, a commis relativement peu de violences en intervenant lors des manifestations qui se sont tenues en vue des élections de l'an 2000. Toutefois, un certain nombre de policiers ont été mêlés à de graves violations, notamment des homicides perpétrés dans des circonstances controversées qui donnaient à penser qu'il s'agissait peut-être d'exécutions extrajudiciaires. Malgré quelques efforts visant à renforcer le système judiciaire, le nombre d'affaires en souffrance n'a cessé de croître au cours de l'année, et le manque d'indépendance des tribunaux était de plus en plus flagrant ; en outre, de nombreux fonctionnaires de justice étaient accusés de corruption. Un mécanisme a été mis en place pour superviser les élections, mais certains membres de son personnel sont devenus la cible d'un nombre croissant de menaces et d'autres manœuvres d'intimidation, vraisemblablement motivées par des considérations politiques. Plusieurs personnalités ont été agressées par des inconnus armés.

### Contexte

Paralysé depuis 1997, à la suite d'accusations de fraude électorale et de la démission du Premier ministre alors en fonction, le Parlement a finalement nommé Jacques-Édouard Alexis au poste de chef du gouvernement. Toutefois, cette nomination n'a jamais été ratifiée, car le président René Préal n'a pas prolongé le mandat des parlementaires lorsque celui-ci est arrivé à échéance le 11 janvier. Privé de Parlement, le président a gouverné essentiellement par décrets tout au long de l'année. Sans cet élément clé du mécanisme de contrôle haïtien, les institutions étatiques semblaient encore plus vulnérables aux pressions extérieures. Ainsi, la police et les autorités judiciaires ont subi une influence croissante de la part de secteurs externes, qui cherchaient manifestement à saper leur indépendance et leur impartialité afin de réduire leur efficacité pendant la campagne électorale. Le nombre de crimes à main armée a considérablement augmenté cette année, en partie à cause de la crise économique qui règne en Haïti, pays le plus pauvre de tout le continent américain, et en partie à cause du trafic de stupéfiants, qui favorise la circulation des armes à feu. Cette hausse de la criminalité a accru la pression subie par les institutions de l'État. À la fin de l'année, les Nations unies ont prolongé jusqu'à la mi-mars 2000 le mandat de la Mission de police civile des Nations unies en Haïti (MIPONUH), ainsi que celui de la *Misyon Sivik Entènasyonal an Haïti* (Mission civile internationale en Haïti *oea/onu, micivih*), déployée conjointement avec l'Organisation des États américains (OEA).

### Police nationale d'Haïti

Créée en 1995 pour remplacer les forces armées qui avaient perdu tout crédit, la PNH s'est distinguée, d'une

l'année, soit 31 cas de plus qu'en 1998. En août, dans ses observations finales, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale a fait part de ses préoccupations face aux abus commis par la PNH.

✓ Le 28 mai, à Carrefour-Feuilles, un quartier de Port-au-Prince, la capitale, 11 personnes ont été abattues par la police dans des circonstances laissant à penser qu'elles avaient en fait été exécutées de façon sommaire. Les policiers ont affirmé que trois hommes avaient été tués au cours d'une fusillade, mais des témoins ont certifié qu'ils avaient été abattus alors qu'ils étaient déjà maîtrisés et allongés par terre. Les policiers auraient ensuite arrêté huit autres personnes. Les proches et les témoins qui ont vu les corps à la morgue ont déclaré que 10 des victimes avaient reçu une balle dans la tête, et la onzième, une balle dans le cœur.

À la suite de cette affaire, le ministre de la Justice a immédiatement annoncé la création d'une commission d'enquête de trois personnes, et l'inspecteur général de la PNH a déclaré qu'une enquête interne avait également été ouverte. À la fin de l'année aucune conclusion n'avait été rendue publique, mais huit policiers avaient été arrêtés, dont le préfet de police de Port-au-Prince, appréhendé en République dominicaine. La MICIVIH a signalé qu'après ces arrestations, le nombre de « *disparitions* », d'exécutions sommaires et d'homicides imputés à la police avait baissé, alors qu'il avait atteint un sommet record dans les mois précédents.

✓ En juillet, huit cadavres ont été découverts à Titanyen, à l'extérieur de la capitale. Il s'agirait des premières « *disparitions* » signalées comme telles depuis la création de la PNH, et ces corps étaient vraisemblablement ceux de huit jeunes délinquants présumés, qui avaient été aperçus pour la dernière fois en garde à vue. Un témoin aurait été entendu par le ministère public, et une enquête interne a été ouverte par la police. Aucune conclusion n'avait toutefois été rendue publique à la fin de l'année.

La police a subi cette année des pressions extérieures de plus en plus intenses, à tel point que le secrétaire d'État à la Sécurité publique, Robert Manuel, a décidé de démissionner en octobre. Il semble que ces pressions s'inscrivaient en partie dans le cadre d'une campagne visant à saper, à des fins politiques, l'indépendance et l'impartialité de la police. Jean Lamy, conseiller de la PNH susceptible de remplacer Robert Manuel, a été assassiné le lendemain de la démission de ce dernier. Le directeur de la police judiciaire chargée d'enquêter sur cet assassinat a lui-même échappé à une tentative de meurtre peu après. Le 16 octobre, pendant les funérailles de Jean Lamy, un groupe de personnes qui affirmaient être des partisans de la *Fanmi Lavalas* (Famille Lavalas), parti de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, ont brutalement interrompu la cérémonie, obligeant le directeur de la PNH, Pierre Denizé, à quitter les lieux.

L'inspecteur général de la PNH continuait d'enquêter sur les abus imputés à des policiers, avec des résultats variables. Selon la PNH, 145 policiers ont été destitués entre janvier et octobre, dont sept pour des violations présumées des droits humains. Des auteurs de violences graves demeuraient impunis. C'était notamment le cas de certains policiers accusés d'avoir battu des détenus à plusieurs reprises. Des poursuites judiciaires ont été engagées dans quelques affaires seulement. Il semble cependant que, le plus souvent, cette absence de mesures était due davantage à l'inaction des autorités judiciaires qu'à une opposition de la part de la police.

## **Système judiciaire**

Cinq ans après le rétablissement de l'ordre constitutionnel, le système judiciaire souffrait toujours de nombreuses carences. Des efforts ont été déployés depuis 1994 pour réformer la justice, qui manque notoirement d'indépendance, de potentiel et de moyens, mais il s'agissait en général de mesures isolées, prises au coup par coup. Certains affirment que si la population a si souvent recours au « *déchoukage* » (c'est-à-dire qu'elle punit elle-même les délinquants présumés), c'est parce qu'elle se méfie de l'appareil judiciaire.

Souvent, les garanties fondamentales n'étaient pas respectées, comme le droit de faire vérifier par une autorité judiciaire, dans les quarante-huit heures, la légalité d'une arrestation, et le délai prévu pour le jugement d'une affaire était systématiquement dépassé. Selon les Nations unies et les autorités haïtiennes, à la fin de l'année, 80 pour cent des quelque 3800 personnes détenues dans les prisons et les postes de police en Haïti se trouvaient en

tendance à ne pas exécuter les ordonnances d'élargissement rendues par les juges, ce qui donnait lieu à des détentions illégales prolongées. Le ministre de la Justice a créé une commission pour régler ce problème. En octobre, il a annoncé à Amnesty International que cette commission lui avait soumis son rapport final, mais celui-ci n'a apparemment jamais été rendu public.

Le ministère de la Justice s'est lancé dans une série d'initiatives à court et à moyen terme pour améliorer la situation. Ainsi, après la nomination d'un nouveau ministre en mars 1999, des mesures ont été prises en vue de renforcer l'École nationale de la magistrature, de veiller à l'assiduité des juges et de lutter contre la corruption. Le ministère a également créé des groupes de travail formés de représentants d'organismes donateurs et d'experts juridiques haïtiens et étrangers, pour examiner des questions telles que la surpopulation carcérale et la mise en place d'un service d'aide judiciaire.

✓ Neuf officiers des forces armées démantelées ont été détenus pendant quinze mois après s'être plaints de ne pas toucher leur pension de retraite. Ils étaient accusés d'infractions liées à la sécurité publique, mais il n'y avait semble-t-il, aucune preuve susceptible d'étayer ces charges ni aucun procès-verbal d'ouverture d'enquête. Les militaires ont été libérés après s'être joints à une grève de la faim, entamée en septembre par des détenus de longue date du Pénitencier national, qui espéraient ainsi accélérer l'examen de leur cas. Parmi ces grévistes figurait Evans François, frère de Michel François, chef de la police sous le gouvernement militaire. Evans François a été incarcéré en avril 1996 malgré l'apparente absence de preuves et bien qu'aucune enquête ne semble avoir été ouverte. Il aurait eu une attaque pendant sa grève de la faim, ce qui a amené le procureur à ordonner, pour des raisons humanitaires, sa libération ainsi que celle de 20 autres détenus de longue date.

### **Conditions carcérales**

Les carences du système judiciaire provoquaient, notamment, une surpopulation des prisons haïtiennes, qui sont gérées par la Direction de l'administration pénitentiaire, une division de la pnh. Cette surpopulation carcérale a exacerbé les tensions entre gardiens et détenus, et multiplié de ce fait le risque de violences. Elle s'est également traduite par des conditions de détention assimilables, dans certains cas, à un traitement cruel, inhumain et dégradant : cellules mal éclairées et mal ventilées, très souvent dépourvues de lits, et assistance médicale insuffisante. De nombreux détenus souffraient de grave malnutrition en raison du manque de nourriture. Les autorités pénitentiaires affirmaient ne pas disposer de moyens suffisants pour leur fournir les deux repas obligatoires par jour.

Même si les mauvais traitements en détention ne semblaient pas constituer une pratique systématique, plusieurs cas alarmants de brutalités commises par des gardiens ont été signalés cette année. Le plus souvent, ces violences étaient infligées à titre de punition. C'est ainsi qu'aux Cayes, deux prisonniers auraient été passés à tabac par des gardiens après avoir tenté de s'évader, en juillet. D'autres prisonniers se sont alors mutinés, et certains auraient été battus à titre de punition après avoir été transférés dans une autre prison. À Hinche, des détenus se sont plaints d'avoir été arrosés de gaz lacrymogène à la suite d'une tentative d'évasion en septembre. Les détenus qui avaient participé à cette évasion manquée puis agressé un gardien auraient été roués de coups alors qu'ils gisaient à terre, menottes aux poignets, peu avant d'être transférés ailleurs.

En juin, l'administration pénitentiaire a publié les Règlements internes des établissements pénitentiaires, qui couvrent diverses questions propres aux prisons, comme la tenue des registres, les conditions carcérales et les lignes de conduite en matière de discipline. Des organisations non gouvernementales (ONG) haïtiennes ont mis en place un Observatoire des prisons pour surveiller les établissements pénitentiaires de tout le pays.

### **Défenseurs des droits humains**

Amnesty International était préoccupée par la sécurité des défenseurs des droits humains en Haïti, qui s'exposaient manifestement à des agressions s'ils dénonçaient la violence politique ou autre, et les abus des

armés, dans la capitale. Début juin, plusieurs organisations ont de nouveau reçu des tracts avec des menaces visant certains groupes ou défenseurs précis. Les militants n'ont pas interrompu leur travail pour autant et Amnesty International, par le biais de son programme sur les défenseurs des droits humains, a pris des mesures afin de tenter d'empêcher de nouveaux incidents.

L'Office de la protection du citoyen, un organe de médiation, a renforcé sa présence en ouvrant sa première délégation sur le terrain, à Gonaïves.

### **Impunité**

Pendant le coup d'État militaire qui a renversé le président Aristide en 1991, puis au cours des trois années de gouvernement militaire de facto qui ont suivi, les forces militaires et paramilitaires haïtiennes se sont rendues responsables de nombreuses et graves atteintes aux droits humains. Les ONG locales n'ont cessé de faire pression sur le gouvernement pour qu'il ouvre des enquêtes sur ces violations, traduise les coupables en justice et dédommage les victimes ou leurs proches. Or, dans un rapport exhaustif publié en septembre, la MICIVIH a souligné que le gouvernement n'avait pas la volonté politique de combattre l'impunité. Par exemple, il n'a toujours pas pris systématiquement les mesures recommandées par la Commission nationale de vérité et de justice dans son rapport de 1995.

Une affaire fait exception à cette impunité généralisée, à savoir celle du massacre commis à Raboteau en 1994. En effet, la procédure a considérablement avancé en 1999 : le juge d'instruction a rendu son ordonnance de renvoi et le ministère public a rédigé son réquisitoire définitif. Des chefs de prévention ont été officiellement retenus à l'encontre de 22 inculpés, dont la plupart ont cependant interjeté appel. Huit autres personnes mises en examen ont bénéficié d'un non-lieu, mais elles étaient toujours détenues, illégalement, à la fin de l'année, de même que sept prévenus pour lesquels le procureur avait recommandé l'abandon des poursuites. Le procureur chargé de l'affaire a été destitué, à la satisfaction des groupes représentant les victimes, qui avaient mis en doute sa crédibilité. Des efforts étaient en cours pour répondre aux contraintes d'ordre logistique et organisationnel qu'implique un procès d'une telle ampleur.

Les ong haïtiennes préparaient une conférence internationale sur l'impunité, prévue en l'an 2000 ; cette initiative a été proposée à l'occasion de la visite d'Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix, au mois d'avril 1999.

### **Visites d'Amnesty International**

En octobre, des délégués d'Amnesty International ont effectué une mission de trois semaines en Haïti, au cours de laquelle ils ont rencontré plusieurs responsables gouvernementaux ainsi que des représentants d'institutions de l'État et de divers secteurs de la société civile.

### **Traités ratifiés ou signés en 1999**

Statut de Rome de la Cour pénale internationale.